

**Zeitschrift:** Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier  
**Herausgeber:** Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier  
**Band:** 32 (2016)

**Artikel:** Zimmerwald, hériter de quel internationalisme?  
**Autor:** Ducange, Jean-Numa  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-681744>

#### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 10.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# ZIMMERWALD, HÉRITIER DE QUEL INTERNATIONALISME ?

JEAN-NUMA DUCANGE

**P**our comprendre les perspectives internationalistes défendues au cours de la conférence de Zimmerwald, partons du cahier manuscrit de notes (jusqu'alors inédit et récemment publié) d'un des deux participants français, Alphonse Merrheim :

Le premier jour nous avons eu une discussion avec des camarades Russes, représentant l'extrême gauche des partis socialistes de Russie. Ces camarades voulaient que la conférence fût le point de départ d'une nouvelle internationale. Avec Bourderon, nous avons déclaré que nous n'étions pas venus à la conférence pour cela, mais pour essayer de préparer un effort et une action internationale pour la paix. Après une discussion qui dura toute l'après-midi du samedi, nous nous sommes séparés en gardant chacun notre point de vue<sup>1</sup>.

Plusieurs problèmes essentiels sont soulignés ici : l'un porte sur la création d'une nouvelle Internationale, l'autre sur l'idéologie et la nature de l'action internationaliste (qu'entendre par une «action internationale pour la paix»?), ainsi que sur ses contours géographiques (le rôle des Russes). Ce même texte pose la question de la centralité de l'axe franco-allemand dans le mouvement socialiste européen :

Les Allemands nous apprirent que l'opposition était plus forte encore que nous l'avions cru, surtout dans les centres ouvriers. Bref l'exposé fait, après que j'eus donné lecture de la déclaration Franco-Allemande chaleureusement accueillie par le congrès, une commission des résolutions fut nommée pour en rédiger une seule à soumettre à la conférence<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Compte rendu de Merrheim à la Commission exécutive de la Fédération des Métaux le 9 octobre 1915 publié dans Julien Chuzeville, *Zimmerwald, L'internationalisme contre la Première Guerre mondiale*, Paris, Demopolis, 2015, p. 38.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 39.

Ce sont ces quelques points abordés par ce texte que nous souhaiterions développer ici sous la forme de réflexions tenant compte des problématiques débattues avant la guerre par les socialistes, et souvent minorées en raison du poids important d'une historiographie conflictuelle sur le sujet.

### **Le problème de l'historiographie autour de Zimmerwald**

En effet, en préalable, nous souhaiterions revenir sur la façon dont Zimmerwald est perçu dans l'historiographie. D'une certaine manière, dans le cas français, le rôle des minorités socialistes se situe désormais hors du virulent débat contemporain entre les historiens de la Première Guerre mondiale portant sur les notions de contraintes et de consentements entre 1914 et 1918<sup>3</sup>. Toute une série de conférences et d'initiatives impulsées par des socialistes ont tendance à être oubliées ; Zimmerwald ne dit plus grand-chose, ni d'ailleurs les autres événements du même type avant et après septembre 1915. Rappelons-en rapidement la chronologie, qui montre à elle seule que les tentatives de renouer des liens dans une perspective de paix n'ont jamais disparu, aussi minoritaires fussent-elles dans un premier temps.

Dès le 27 septembre 1914, les partis socialistes suisse et italien (alors opposés à la guerre) se réunissent à Lugano sur la base d'un texte proposé par Robert Grimm<sup>4</sup>. Puis, en janvier 1915, une conférence regroupant des socialistes danois, scandinaves et néerlandais est convoquée à Copenhague ; on y dénonce le capitalisme, tout en prônant des solutions politiques assez modérées. Quelques semaines plus tôt, le 2 décembre 1914, pour la première fois un député allemand s'oppose seul au vote des crédits de guerre au Reichstag, Karl Liebknecht. Puis, à la fin du mois de mars 1915, une conférence internationale des femmes socialistes se tient à Berne à l'initiative de Clara Zetkin, ardente féministe par ailleurs animatrice de l'aile gauche de la social-démocratie allemande. Ces minoritaires regroupés contre le «socialisme de guerre» aux positions souvent fort diverses entendent renouer les fils de l'Internationale, la base minimale commune étant d'arrêter la guerre. Le 29 avril, le menchevik russe Martov contacte Grimm pour

---

<sup>3</sup> Pour une présentation de chaque sensibilité, on se reportera aux sites internet de l'Historial de Péronne, [www.historial.org](http://www.historial.org) et du Collectif de recherche international et de débat sur la guerre de 1914-1918 (CRID 14-18), [www.crid1418.org](http://www.crid1418.org) et aux bibliographies figurant sur chaque site.

<sup>4</sup> Voir l'article d'Adrian Zimmermann sur le sujet dans ce numéro de la revue.

qu'il organise une conférence pouvant impliquer les socialistes prêts à mener une politique indépendante. L'Italie venant d'entrer à son tour dans la guerre en mai 1915, le pays n'est plus un lieu possible. La Suisse, pays neutre et géographiquement central, s'impose, d'autant que nombre de dirigeants socialistes de l'Empire russe y ont vécu ou y vivent encore en exil. Zimmerwald s'inscrit donc à la suite d'une série d'initiatives ; or cet ensemble de conférences est très rarement mentionné dans les récits historiques portant sur les premières étapes de la Première Guerre mondiale.

L'autre jalon historiographique, désormais à envisager au passé, est celui qui a longtemps été porté par le mouvement communiste international depuis les années 1920. Selon cette lecture, Lénine aurait posé les jalons du « parti mondial de la révolution » après la « trahison » de 1914. Autrement dit, l'Internationale communiste fondée en 1919 trouverait ses origines à Zimmerwald. La conférence occupe par exemple une place de choix dans l'ouvrage qui fit longtemps référence de Jules Humbert-Droz, ancien secrétaire de l'Internationale communiste, qui rédigea une histoire marquante sur les origines de celle-ci<sup>5</sup>. Outre Lénine, Grigori Zinoviev, premier président de l'IC, était également à Zimmerwald<sup>6</sup>. Ainsi celui qui voulait trouver des origines au « leninisme » devait nécessairement faire un détour par l'action des deux dirigeants bolcheviks en Suisse à la fin de l'été 1915. La décomposition de l'URSS et du mouvement communiste a largement rendu caduque cette lecture téléologique, au profit de travaux plus précis sur les motivations des acteurs de Zimmerwald<sup>7</sup>. Néanmoins, cette vulgate communiste (et portée aussi par l'extrême gauche<sup>8</sup>) avait le mérite d'alimenter auprès d'un public large une mémoire du nom de Zimmerwald, désormais largement oublié.

<sup>5</sup> Jules Humbert-Droz, *L'origine de l'Internationale communiste de Zimmerwald à Moscou*, Neuchâtel, La Baconnière, 1968.

<sup>6</sup> Son nom a néanmoins ensuite disparu des versions stalinienennes de l'histoire ou fut du moins minoré, Zinoviev étant victime des procès de Moscou en 1936.

<sup>7</sup> Un récent ouvrage tient par exemple largement compte de ces évolutions : Bernard Degen et Julia Richers (dir.), *Zimmerwald und Kiental: Weltgeschichte auf dem Dorfe*, Zurich, Chronos, 2015.

<sup>8</sup> Une rapide enquête orale en France auprès de cadres militants français aguerris de plus de 50 ans (et donc passés par des écoles de formation), enquête qui devrait être largement complétée par une recherche bien plus systématique, semble montrer que la mémoire de Zimmerwald était plus vive dans les groupes trotskystes dans les années 1970-1980 qu'au PCF (présence de Trotsky à Zimmerwald oblige?).

Ainsi l'affaiblissement progressif de la mémoire militante comme les préoccupations tout autres des tendances lourdes de l'histoire de la Première Guerre mondiale ont symétriquement contribué à l'effacement d'un nom qui, jadis, était connu de millions de personnes dans le monde. Certains citoyens soviétiques devaient ainsi connaître davantage le nom de la petite bourgade suisse que n'importe quelle autre ville de Suisse, voire d'Europe!<sup>9</sup>

### **L'internationalisme de Zimmerwald**

Les notions de nation et d'internationalisme sont extrêmement débattues et controversées dans l'histoire des mouvements ouvriers depuis la célèbre formule de Karl Marx exprimée dans le *Manifeste du parti communiste* (souvent sortie de son contexte) selon laquelle «les prolétaires n'ont pas de patrie». Beaucoup de participants de Zimmerwald ne sont pas des internationalistes intransigeants et ne partagent pas tous les présupposés de l'aile gauche de l'Internationale d'avant 1914, elle-même d'ailleurs divisée. Bien des délégués de la conférence se pensent dans la continuité des congrès de l'Internationale socialiste et veulent avant tout respecter les résolutions prises depuis le congrès de Stuttgart de 1907, dans une perspective de paix à court ou moyen terme. Les visées des uns et des autres sont ainsi fort variées, et le grand récit communiste de la gauche zimmerwaldienne dominée par Lénine et Zinoviev a écrasé cette complexité.

À lire les contributions des différentes sensibilités, c'est bien davantage l'esprit pluraliste de l'éphémère Internationale dite «deux et demie» qui peut se targuer d'être l'héritière la plus proche de l'esprit de la conférence. Le 2 février 1921, le Parti socialiste suisse affirmera d'ailleurs ouvertement que cette initiative, non sans raisons solides, est «la suite logique du mouvement de Zimmerwald et de Kiental»<sup>10</sup>. Significativement, le congrès fondateur à Vienne de l'Union des partis socialistes pour l'action internationale place trois anciens délégués de Zimmerwald à son comité exécutif: Grimm, Ledebour et Martov.

Au-delà de cette querelle d'héritage, il faut souligner l'important décalage entre nombre de débats politiques et historiographiques largement centrés sur les positions française et allemande (notamment

<sup>9</sup> Sur cette question mémorielle, voir la mise au point de Julia Richers dans l'ouvrage qu'elle a coordonné sur Zimmerwald: «Lenin, Zimmerwald und die Schweiz».

<sup>10</sup> André Donneur, *Histoire de l'Union des partis socialistes pour l'action internationale (1920-1923)*, Sudbury, Librairie de l'université Laurentienne, 1967, p. 66.

sur le vote des crédits de guerre en août 1914) et les réalités géographiques représentées par les conférenciers de Zimmerwald<sup>11</sup>. Les délégués des pays à construction « nationale » fragile, inexistante ou hétérogène, sont en effet très nombreux. Pour le dire rapidement, beaucoup proviennent d'Europe de l'est. Certes, la France et l'Allemagne jouent un rôle diplomatique de premier ordre, et les partis socialistes dans ces deux pays (surtout en Allemagne) ont un fort moyen de pression pour peser sur des majorités politiques et parlementaires dans leurs pays respectifs, ce qui n'est évidemment pas le cas, par exemple, des Russes qui, dans leur diversité (mencheviks et bolcheviks), ont refusé le vote des crédits de guerre. Il reste que ce sont bien davantage ces « marges » est-européennes qui posèrent tôt le problème de la paix et des relations internationales après-guerre, alors que l'écrasante majorité des Français et des Allemands restèrent longtemps attachés au socialisme de guerre.

Un point essentiel des débats autour de la notion d'internationalisme relatif au sort des peuples est-européens est le célèbre « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », soit des « petites » nations à faire reconnaître leurs droits et donc *de facto* dans certains cas à faire sécession des grands Empires. On sait que c'est largement ce qui adviendra en 1918-1919 sous la double influence des thèses leninistes dans la continuité d'octobre 1917 et des quatorze points du président américain Woodrow Wilson. Mais, là encore, il faut se détacher d'une forme de téléologie, même pour des dates très rapprochées. Avant 1914, il n'est pas possible d'affirmer que ce principe général dominait les socialistes européens. Le débat entre Lénine (partisan des sécessions) et Rosa Luxemburg (hostile à la création de nouveaux petits États-nations) a fait couler beaucoup d'encre en raison de la postérité importante de ces deux figures, mais ce débat très documenté a eu tendance lui aussi à masquer les véritables tendances de fond. À la lecture de nombreux théoriciens socialistes<sup>12</sup>, on constate combien était répandu l'attachement non directement bien sûr aux Empires et aux couronnes qui les gouvernaient, mais aux grandes structures

<sup>11</sup> La segmentation disciplinaire des universités françaises a pu même aggraver l'étude de ce phénomène, notamment dans la dynamique de l'étude des transferts culturels franco-allemands, privilégiés sur les autres dimensions, malgré les efforts méthodologiques et pratiques proposés par Michael Werner et Michel Espagne.

<sup>12</sup> Pour une approche plus détaillée de ce problème, voir notre petite synthèse Jaurès, les socialistes européens et la question impériale, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2014.

permettant de faire coexister divers peuples. Réformer radicalement de fond en comble les structures multinationales était un horizon bien établi chez des socialistes de nombreuses nationalités.

Certes, le congrès de l'Internationale tenu à Londres en 1896 avait affirmé avec force le droit des nations à être libres, mais l'idée d'en tirer que la sécession était la solution n'avait rien de systématique. Prenons par exemple Jean Jaurès, puisqu'il s'agit en 1915-1916 de l'une des figures tutélaires des conférences de Zimmerwald et Kiental. Jaurès est notamment explicitement cité dans l'adresse de sympathie issue de la conférence de Kiental :

La conférence socialiste internationale envoie l'expression de son ardente sympathie aux victimes innombrables de la guerre, au peuple polonais, au peuple belge, au peuple juif, au peuple arménien, aux millions d'êtres humains se débattant dans d'atroces souffrances, victimes d'horreurs sans précédent dans l'histoire, immolées à l'esprit de conquête et à la rapacité impérialiste. La conférence salue la mémoire du grand socialiste Jean Jaurès, première victime de la guerre, tombé en martyr de la lutte contre le chauvinisme et pour la paix<sup>13</sup>.

Soulignons en premier lieu que si le pacifisme de Jaurès est incontestable, ses positionnements quant à l'attitude à adopter si la guerre se déclencheait, par exemple en cas d'agression de la patrie, sont relativement complexes. Une analyse serrée de ses derniers textes en juillet 1914 montre toute la difficulté qu'il y a à mobiliser une histoire contrefactuelle faisant du tribun socialiste un ardent défenseur de la nation en toutes circonstances, ou bien le situant à l'inverse comme un pacifiste qui aurait nécessairement refusé l'Union sacrée en août 1914<sup>14</sup>. Ses controverses avec Rosa Luxemburg tendent à montrer qu'il était très sensible à l'idée d'une « guerre défensive » en cas d'attaque étrangère<sup>15</sup>. Dans ce contexte, Jaurès croit aux grands ensembles et structures permettant de faire cohabiter différents peuples, craignant que leur décomposition ne provoque un conflit armé. Et ce à tel point que, bien que de plus en plus critique sur le colonialisme et la politique coloniale, il demeurait convaincu de la possibilité d'une réforme radicale de l'Empire français<sup>16</sup>. La perspective de sécession et d'une révo-

---

<sup>13</sup> Julien Chuzeville, *op. cit.*, p. 63.

<sup>14</sup> Sur ce point voir les premiers chapitres de Gilles Candar, Vincent Duclert, *Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2014.

<sup>15</sup> Rosa Luxemburg, *Le socialisme en France*, Marseille, Agone-Smolny, 2013.

<sup>16</sup> Jean Jaurès, *Le pluralisme culturel*, Paris, Fayard, 2014.

lution mettant à bas les Empires ne le convainc guère et, de ce point de vue, il apparaît bien anachronique d'en faire un apôtre du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes ». Consultons par exemple un de ses articles dédiés à la révolution russe de 1905. Il y exprime clairement sa volonté de ne pas briser le cadre territorial de l'Empire russe :

Le gouvernement provisoire de la Russie libérée aura d'emblée, sans devancer par une anticipation utopique le mouvement des esprits et des choses, un admirable programme à réaliser, capable de grouper autour de lui des forces immenses. Il pourra concilier avec la centralité nécessaire, un fédéralisme varié, reconnaître à la Pologne une large autonomie, restituer à la Finlande les libertés traditionnelles<sup>17</sup> dont le souvenir est tout vif encore et qui renaîtront agrandies dans les libertés nouvelles, assurer aux juifs l'égalité civile et politique, protéger les Arméniens contre les massacreurs soldés<sup>18</sup>.

La prudence est de mise même chez quelqu'un comme Christian Rakovsky, l'un des organisateurs de la conférence de Zimmerwald. Roumain d'origine bulgare et proche de la gauche de l'Internationale socialiste, il est surtout célèbre pour son rôle ultérieur au cours de la révolution bolchevique. Dans un texte publié en français par la revue marxiste de Jules Guesde, *Le Socialisme* du 1<sup>er</sup> août 1908<sup>19</sup>, Rakovsky se garde d'appeler à la destruction de l'Empire ottoman, soulignant que les « capitalistes et impérialistes de tous les pays » attendent « la dislocation de cet empire, pour s'emparer d'une partie de ses territoires (et) cherchent à prendre dès à présent une plus grande place dans la maison ». Il dénonce avec vigueur « les propagandes nationalistes, bulgare, roumaine, serbe, grecque et autres, (qui) cherchent par le glaive, le feu et l'argent à élargir leur sphère d'influence ». Tout comme nombre de socialistes français de son temps, il en appelle à une « Turquie régénérée, démocratique et forte » ; une formule enfin résume bien sa position : « Il n'y a qu'elle (la Turquie) qui, satisfaisant les revendications justes des divers peuples de l'empire, peut les unir dans un esprit de solidarité commune ». La perspective défendue par Otto Bauer et les austro-marxistes peut être située dans une même dynamique interprétagtive. Sans pouvoir détailler davantage ici, il faut souligner sur

<sup>17</sup> Souligné par nous. Finlande et Pologne actuelles étaient alors intégrées à l'Empire russe.

<sup>18</sup> Jean Jaurès, « La révolution russe », *L'Humanité*, 1<sup>er</sup> juillet 1905.

<sup>19</sup> Christian Rakovsky, « La révolution turque », *Le Socialisme*, 1<sup>er</sup> août 1908.

ce point l'importante différence de perception des Empires russe et austro-hongrois. Lisons par exemple ce texte issu de l'Internationale socialiste à Bâle en 1912, où la distinction est très nette :

Les socialistes d'Autriche-Hongrie doivent lutter aussi dans l'avenir pour que les fractions des peuples sud-slaves, dominés maintenant par la maison des Habsbourg, obtiennent à l'intérieur même de la monarchie austro-hongroise le droit de se gouverner eux-mêmes démocratiquement. [...] Le tsarisme est l'espérance de toutes les puissances de réaction de l'Europe, le plus terrible ennemi de la démocratie européenne, comme il est le plus terrible ennemi du peuple russe. L'Internationale considère qu'amener sa chute est une de ses tâches principales.

1914 détruit progressivement ces rêves de grande structure réformée. S'impose progressivement le droit de sécession. Ainsi, dans une brochure clandestine dédiée à Kiental d'août 1916, voici comment est résumé l'esprit de Zimmerwald : « il s'est borné à quelques affirmations générales, affirmations de principe : rupture de l'Union sacrée, lutte contre la guerre, action pour une paix immédiate et sans annexions, *revendications pour tous les peuples, du droit à disposer librement d'eux-mêmes*<sup>20</sup> ». Néanmoins, la résolution de Kiental demeure prudente ; hostile à toute annexion, elle précise aussitôt que le texte « s'oppose à tout remaniement arbitraire des frontières, même dans le cas où, sous le prétexte de libérer les peuples, on voudrait constituer des États mutilés pourvus d'une indépendance fictive et soumis à un véritable vasselage »<sup>21</sup>.

Mais l'appel réitéré de Lénine en 1916 à la sécession où il exprime clairement la distinction entre les nations qui oppriment (dont il faut dénoncer le chauvinisme) et celles opprimées aux revendications nationales légitimes va gagner en écho en 1917-1918. Mais jusqu'à la destruction des Empires ce droit de sécession a été discuté. D'une part formellement (et contrairement aux thèses de Lénine), les points de Wilson n'impliquaient pas par exemple la destruction de l'Empire austro-hongrois, mais une meilleure reconnaissance des nationalités en son sein. Et jusqu'au bout, avant que les faits ne modifient en profondeur les perspectives des uns et des autres (même ceux des plus attachés à la structure multinationale de l'Empire comme l'Autrichien

---

<sup>20</sup> Souligné par nous. Julien Chuzeville, *op. cit.*, p. 98.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 125.

Otto Bauer), nombre de socialistes souhaitent le maintien de l'Autriche-Hongrie, cadre pour eux de référence, garant de la stabilité en Europe. C'était par exemple la position de Marcel Cachin, socialiste qui prend la direction du journal *l'Humanité* en 1918 et qui jouera un rôle décisif dans le basculement de la majorité de la SFIO vers l'Internationale communiste<sup>22</sup>.

Puisque l'histoire contrefactuelle connaît quelques développements récents et qui interrogent notre sujet<sup>23</sup>, il ne semble pas fortuit de rappeler ce pari historique : si la disparition de l'Empire russe autoritaire apparaissait comme irrémédiable et indispensable, n'y avait-il pas à sauver le cadre de l'Autriche-Hongrie en le réformant en profondeur afin d'éviter l'explosion des nationalismes au cœur de l'Europe, phénomène que redoutaient tant des figures comme Rosa Luxemburg ? Au regard des tragédies du XX<sup>e</sup> siècle, si la rigueur historienne nous empêche de lui donner une réponse définitive, la question mérite tout de même d'être posée.

### **Épilogue : de Friedrich Engels à Jules Guesde, défendre la patrie ?**

En reprenant la complexité des débats d'avant 1914, pour ce qui concerne les rapports entre nation et internationalisme, il serait donc naïf et erroné historiquement de voir la majorité des socialistes comme un bloc hostile à toute offensive militaire, basculant soudainement et subitement du côté d'un chauvinisme cocardier en 1914. Une telle opposition – qui eut peut-être sa pertinence politique en son temps, ce qui est un autre problème – ne rend pas compte de la perception de la question chez nombre de socialistes. Nous l'illustrerons encore une fois par deux exemples significatifs : Friedrich Engels et Jules Guesde. Dans un fragment d'une interview accordée au journal *l'Éclair* dès 1893, Engels affirme par exemple clairement la possibilité d'une réaction militaire défensive soutenue par les socialistes :

si la France et la Russie combinées attaquaient l'Allemagne, cette dernière combattrait pour son existence nationale, à laquelle les socialistes allemands sont encore plus intéressés que les bourgeois, et

---

<sup>22</sup> Sur Cachin et l'Empire austro-hongrois en 1917-1918, voir ses *Carnets* publiés aux éditions du CNRS (tome 2, 1916-1920, Paris, 1993).

<sup>23</sup> Quentin Deluermoz, Pierre Singaravélou, *Pour une histoire des possibles. Analyses contrefactuelles et futurs non advenus*, Paris, Seuil, 2016.

que, par conséquent, ils se battraient contre tout agresseur jusqu'au dernier homme et à l'aide des mêmes moyens révolutionnaires qui ont si bien servi la France en 1793<sup>24</sup>.

D'autres textes contredisent certes une telle lecture et ce serait sombrer dans un déterminisme décontextualisé que de placer Engels comme un partisan de l'union sacrée avant l'heure. Néanmoins, une étude serrée des contributions de la tradition marxiste au-delà des principaux textes des grands théoriciens laisse apparaître clairement une tension permanente entre d'une part l'impératif d'une lutte des classes au-delà des frontières et d'autre part le devoir de défendre les frontières de son pays dans certaines circonstances pour ne pas laisser la patrie à la bourgeoisie ; patrie incarnant malgré tout des acquis démocratiques obtenus dans le cadre de la nation.

Ce dilemme apparaît particulièrement clair lorsque l'on prend l'exemple d'un vieux « routier » du mouvement ouvrier français, né dans le Paris où évoluait Karl Marx et mort au moment de la création du PCF, Jules Guesde. Son exemple nous semble être d'un précieux recours pour comprendre la question. Son ralliement à l'union sacrée comme ministre sans portefeuille à la fin du mois d'août 1914 incarne la « trahison » socialiste, d'autant plus que Guesde fut un ardent opposant au « ministérialisme » en 1899, lorsque pour la première fois de l'histoire française un socialiste participait à un gouvernement large de défense républicaine. Qui plus est, l'Internationale socialiste avait fait de son combat contre la guerre un de ses principaux chevaux de bataille à travers le vote de plusieurs résolutions que Guesde avait, avec bien d'autres, approuvées. Les multiples raisons de ce revirement ont été abondamment documentées et il ne s'agit pas d'y revenir ici. Contentons-nous d'analyser de près l'argumentaire de Guesde, dont la participation gouvernementale demeure finalement peu étudiée en tant que telle<sup>25</sup>.

Or celle-ci montre la façon dont Guesde envisage la continuité de son action. Guesde a-t-il (l'âge aidant) simplement fléchi, abandonné le terrain de la lutte des classes, ce qui confirmerait son hostilité à

---

<sup>24</sup> Marx, Engels, *Marx Engels Gesamtausgabe. Werke – Artikel – Entwürfe. März 1891 bis August 1895*, I/32, Berlin, Akademie Verlag, 2010, p. 70.

<sup>25</sup> Sur ce point, les travaux de Claude Willard ne sont pas d'une grande aide. Voir en revanche les quelques contributions de Gilles Candar dans le *Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, par exemple «Les dernières années de Jules Guesde», n° 123, octobre-décembre 1991, pp. 12-15.

Zimmerwald puis à la révolution bolchevique? C'est une thèse, qui a ses arguments. Une exploration approfondie de sa trajectoire et de son argumentaire nous paraît pourtant exiger une lecture plus fine. Plusieurs témoignages et documents vont en effet dans le même sens et concordent: le Guesde de 1914 réactive le vieux réflexe du Guesde de 1870 qui avait défendu alors avec entrain le territoire français contre l'invasion prussienne<sup>26</sup>. Guesde lui-même en 1914 opère une distinction entre temps de paix et temps de guerre : dans le deuxième cas, la lutte des classes doit être temporairement mise entre parenthèses, mais jamais oubliée pour l'étape qui suivra, le retour à la paix. Un bon exemple de cet argumentaire se trouve par exemple dans les archives de son directeur de cabinet Charles, où est conservée sa correspondance lorsqu'il était ministre. Dans une lettre, il affirme :

Cher camarade,

Il ne faut pas oublier que nous nous mouvons dans le cadre de la société capitaliste et que, par conséquent, les injustices que vous signalez continuent normalement.

Nous n'avons accepté une part du pouvoir que pour participer à la défense nationale. Pour tout le reste, nous savons que tant que le socialisme ne sera pas tout entier au pouvoir, les choses continueront et nul n'y pourra rien<sup>27</sup>.

À ceux qui demandent si l'on peut créer des groupes socialistes dans l'armée, Guesde répond très clairement : « il n'y a pas de lieu de créer des groupements politiques dans l'armée, les soldats forment un seul groupe et ne peuvent en former qu'un seul, à l'heure actuelle : celui de la défense nationale ». Dans une autre lettre, Guesde enfonce le clou : « tant que le militarisme dominera [...], il ne sera pas possible de faire des réformes sociales »<sup>28</sup>.

Un tel argumentaire n'est-il que pure hypocrisie pour justifier un retournement complet de position? Il semble que, comme son camarade Édouard Vaillant, les réflexes de défense du territoire – par analogie avec 1870, insistons encore sur ce point – l'aient emporté sur toute autre considération. La lutte des classes avait un avenir, mais

<sup>26</sup> C'est notamment ce que défend son ami et biographe Compère-Morel, *Jules Guesde. Le socialisme fait homme 1845-1922*, Paris, Aristide Quillet, 1937.

<sup>27</sup> Lettre adressée à Monsieur Ricaud (lettre non datée) par Jules Guesde (Archives Charles Dumas, Institut d'histoire sociale/Bibliothèque Souvarine Nanterre, Dossier 3, correspondance 1915).

<sup>28</sup> *Ibid.*

après la libération du territoire. Dans ce cadre, les options les plus internationalistes apparaissent comme utopiques et illusoires. Ce sont surtout les socialistes de la périphérie de l’Europe, plus persécutés mais aussi moins liés à une histoire nationale « fixée », qui purent envisager un autre futur, matrice des recompositions politiques à venir. Ainsi, malgré de nombreux et riches travaux, il reste probablement à écrire une histoire plus systématique, croisée et transnationale, des rapports des socialistes européens à leur patrie et aux frontières des différents Empires. Peut-être permettra-t-elle à terme de mieux comprendre comment se sont nouées des alliances et oppositions au moment de Zimmerwald, et comment celles-ci n’ont pas résisté aux soubresauts des années 1918-1920.